

Journal officiel

des

Communautés européennes

18^e année n° L 203

1^{er} août 1975

Édition de langue française

Législation

Sommaire

I *Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité*

- ★ Règlement (CEE) n° 2006/75 de la Commission, du 31 juillet 1975, fixant, pour la campagne 1975/1976, les montants compensatoires adhésion pour certaines catégories de céréales, le riz ainsi que pour les produits transformés à base de céréales et de riz 1
- ★ Règlement (CEE) n° 2007/75 de la Commission, du 31 juillet 1975, portant modalités d'application particulières du prélèvement à l'exportation pour les produits amylacés 7

1

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères maigres sont des actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole et ayant généralement une durée de validité limitée.

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères gras et précédés d'un astérisque sont tous les autres actes.

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CEE) N° 2006/75 DE LA COMMISSION

du 31 juillet 1975

fixant, pour la campagne 1975/1976, les montants compensatoires adhésion pour certaines catégories de céréales, le riz ainsi que pour les produits transformés à base de céréales et de riz

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 229/73 du Conseil, du 31 janvier 1973, déterminant les règles générales du régime des montants compensatoires dans le secteur des céréales et fixant ceux-ci pour certains produits ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1860/74 ⁽²⁾, et notamment son article 9,

vu le règlement (CEE) n° 243/73 du Conseil, du 31 janvier 1973, déterminant les règles générales du régime des montants compensatoires dans le secteur du riz et fixant ceux-ci pour certains produits ⁽³⁾, et notamment son article 7 paragraphe 1,

considérant que, selon l'article 74 paragraphe 1 de l'acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités ⁽⁴⁾, dénommé ci-après « acte », et l'article 2 du règlement (CEE) n° 229/73, les montants compensatoires pour les céréales, pour lesquelles un prix d'intervention dérivé n'est pas fixé pour les nouveaux États membres, sont dérivés de ceux applicables à la céréale de référence pour laquelle un prix d'intervention dérivé est fixé; que cette dérivation s'effectue, conformément à l'article 2 susvisé, à l'aide de coefficients;

considérant que les montants compensatoires pour les céréales de référence ainsi que les coefficients, applicables pour la campagne 1975/1976, ont été fixés par le règlement (CEE) n° 1602/75 ⁽⁵⁾; que l'affectation de ces coefficients au montant compensatoire applicable à la céréale de référence conduit aux montants compensatoires indiqués à l'annexe A;

considérant que, en ce qui concerne le riz décortiqué à grains ronds, le riz décortiqué à grains longs et les

brisures, les montants compensatoires sont, conformément à l'article 80 de l'acte, fixés à partir de ceux valables au cours de la campagne précédente et selon les règles établies à l'article 52 dudit acte pour le rapprochement des prix;

considérant que pour les produits amylacés il a été nécessaire d'introduire, à partir du 1^{er} avril 1975, un montant compensatoire adhésion dans les échanges avec certains nouveaux États membres; que, en effet, les prix de marché pour les produits de base concernés sont dans ces nouveaux États membres inférieurs aux prix valables pour les autres États membres, diminués du montant de la restitution à la production; qu'une telle situation conduit à faire bénéficier les industries situées dans ces nouveaux États membres de conditions d'approvisionnement plus favorables que celles existant dans les autres États membres; que l'existence dans les échanges entre ces États membres d'un montant compensatoire permet d'éviter ces discriminations;

considérant que le règlement (CEE) n° 1955/75 du Conseil, du 22 juillet 1975, relatif aux restitutions à la production dans les secteurs des céréales et du riz ⁽⁶⁾, a fixé ces restitutions; que celles-ci sont d'un montant uniforme pour toute la campagne; que, par conséquent, il est possible de fixer pour les produits amylacés les montants compensatoires valables pour toute la durée de la campagne;

considérant que l'application des dispositions de l'article 74 paragraphe 2 et de l'article 80 paragraphe 2 de l'acte aux produits relevant de l'article 1^{er} sous c) et d) du règlement n° 120/67/CEE du Conseil, du 13 juin 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales ⁽⁷⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 665/75 ⁽⁸⁾, et de l'article 1^{er} paragraphe 1 sous c) du règlement n° 359/67/CEE du Conseil, du 25 juillet 1967, portant organisation

⁽¹⁾ JO n° L 27 du 1. 2. 1973, p. 25.

⁽²⁾ JO n° L 197 du 19. 7. 1974, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 29 du 1. 2. 1973, p. 26.

⁽⁴⁾ JO n° L 73 du 27. 3. 1972, p. 14.

⁽⁵⁾ JO n° L 164 du 27. 6. 1975, p. 2.

⁽⁶⁾ JO n° L 200 du 31. 7. 1975, p. 1.

⁽⁷⁾ JO n° 117 du 19. 6. 1967, p. 2269/67.

⁽⁸⁾ JO n° L 72 du 20. 3. 1975, p. 14.

commune du marché du riz⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 668/75⁽²⁾, conduit aux montants compensatoires indiqués à l'annexe C ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Pour la campagne 1975/1976, les montants compensatoires applicables dans les échanges entre la Communauté dans sa composition originaires et les nouveaux États membres et entre ces derniers et les pays tiers sont fixés :

— pour les produits visés à l'article 2 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 229/73 à l'annexe A,

— pour les produits relevant de l'article 1^{er} sous a) et b) du règlement n° 359/67/CEE à l'annexe B et

— pour les produits relevant de l'article 1^{er} sous c) et d) du règlement n° 120/67/CEE et de l'article 1^{er} paragraphe 1 sous c) du règlement n° 359/67/CEE à l'annexe C.

Article 2

Les montants compensatoires visés aux articles 1^{er} et 2 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 229/73 sont reproduits à l'annexe A.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 31 juillet 1975.

Par la Commission

P. J. LARDINOIS

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° 174 du 31. 7. 1967, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 72 du 20. 3. 1975, p. 18.

ANNEXE A — BILAG A — ANHANG A — ALLEGATO A — BIJLAGE A — ANNEX A

Céréales / Kornsorter / Getreide / Cereali / Granen / Cereals

(RE/UC/1 000 kg)

N° du tarif douanier commun Position i den fælles toldtarif Nr. des Gemeinsamen Zolltarifs N. della tariffa doganale comune Nr. van het gemeenschappelijk douanetarief CCT heading No	Échanges entre la Communauté dans sa composition originaire et Udveksling mellem Fællesmarkedet i dets originale sammensætning og Handel zwischen der Gemeinschaft in ihrer ursprünglichen Zusammensetzung und Scambi fra la Comunità nella sua composizione originaria e Handelsverkeer tussen de Gemeenschap in haar oorspronkelijke samenstelling en Trade between the Community as originally constituted and		
	DK	IRL	UK
10.01 A	6,00	4.50	26.62
10.01 B	7,60	9.17	38.76
10.02	—	9.65	29.29
10.03	5,15	8.80	25.08
10.04	4,94	8.39	22.62
10.05 B	—	11.17	23.35
10.07 B	—	8.50	23.20
10.07 C	—	11.70	23.32

ANNEXE B — BILAG B — ANHANG B — ALLEGATO B — BIJLAGE B — ANNEX B

Riz / Ris / Reis / Riso / Rijst / Rice

(RE/UC/1 000 kg)

N° du tarif douanier commun Position i den fælles toldtarif Nr. des Gemeinsamen Zolltarifs N. della tariffa doganale comune Nr. van het gemeenschappelijk douanetarief CCT heading No	Échanges entre la Communauté dans sa composition originaire et Udveksling mellem Fællesmarkedet i dets originale sammensætning og Handel zwischen der Gemeinschaft in ihrer ursprünglichen Zusammensetzung und Scambi fra la Comunità nella sua composizione originaria e Handelsverkeer tussen de Gemeenschap in haar oorspronkelijke samenstelling en Trade between the Community as originally constituted and		
	DK	IRL	UK
10.06 A I a)	49,16	49.16	49.16
10.06 A I b)	55,84	55.84	55.84
10.06 A II a)	61,45	61.45	61.45
10.06 A II b)	69,80	69.80	69.80
10.06 B I a)	75,45	74.45	74.45
10.06 B I b)	94,37	94.37	94.37
10.06 B II a)	79,29	79.29	79.29
10.06 B II b)	101,16	101.16	101.16
10.06 C	28,12	28.12	28.12

ANNEXE C — BILAG C — ANHANG C — ALLEGATO C — BIJLAGE C — ANNEX C

Produits transformés à base de céréales et de riz / Produkter forarbejdet på basis af korn og ris
 Getreide- und Reisverarbeitungserzeugnisse / Prodotti trasformati a base di cereali e di riso
 Verwerkte produkten van tarwe en rijst / Products processed from cereals or rice

(RE/UC/1 000 kg)

N° du tarif douanier commun Position i den fælles toldtarif Nr. des Gemeinsamen Zolltarifs N. della tariffa doganale comune Nr. van het gemeenschappelijk douanetarief CCT heading No	Echanges entre la Communauté dans sa composition originaire et Udveksling mellem Fællesmarkedet i dets originale sammensætning og Handel zwischen der Gemeinschaft in ihrer ursprünglichen Zusammensetzung und Scambi fra la Comunità nella sua composizione originaria e Handelsverkeer tussen de Gemeenschap in haar oorspronkelijke samenstelling en Trade between the Community as originally constituted and		
	DK	IRL	UK
07.06 A	0,93	1.58	4.51
11.01 A	8,07	5.57	35.04
11.01 B	—	12.78	38.78
11.01 C	7,21	12.32	35.11
11.01 D	6,92	11.75	31.67
11.01 E I	—	15.64	32.69
11.01 E II	—	11.39	23.82
11.01 F	29,81	29.81	29.81
11.01 H	—	8.67	23.66
11.01 K	—	11.93	23.79
11.02 A I a)	10,66	13.64	54.57
11.02 A I b)	8,72	6.02	37.84
11.02 A II	—	13.51	41.01
11.02 A III	7,21	12.32	35.11
11.02 A IV	6,92	11.75	31.67
11.02 A V a) 1	—	15.64	32.69
11.02 A V a) 2	—	15.64	32.69
11.02 A V b)	—	11.39	23.82
11.02 A VI	29,81	29.81	29.81
11.02 A VIII	—	8.67	23.66
11.02 A IX	—	11.93	23.79
11.02 B I a) 1	7,21	12.32	35.11
11.02 B I a) 2 aa)	5,04	8.56	23.07
11.02 B I a) 2 bb)	6,92	11.75	31.67
11.02 B I a) 4	—	11.90	32.48
11.02 B I b) 1	7,21	12.32	35.11
11.02 B I b) 2	6,92	11.75	31.67
11.02 B I b) 4	—	11.90	32.48
11.02 B II a)	7,98	5.99	35.40
11.02 B II b)	—	12.83	38.96
11.02 B II c)	—	15.64	32.69
11.02 B II d)	—	16.38	32.65
11.02 C I	8,40	6.30	37.27
11.02 C II	—	13.51	41.01
11.02 C III	7,21	12.32	35.11
11.02 C IV	6,92	11.75	31.67
11.02 C V	—	15.64	32.69
11.02 C VII	—	11.90	32.48
11.02 C VIII	—	16.38	32.65
11.02 D I	6,12	4.59	27.15

N° du tarif douanier commun Position i den fælles toldtarif Nr. des Gemeinsamen Zolltarifs N. della tariffa doganale comune Nr. van het gemeenschappelijk douanetarief CCT heading No	(RE/UC/1 000 kg)		
	DK	IRL	UK
	Echanges entre la Communauté dans sa composition originaire et Udveksling mellem Fællesmarkedet i dets originale sammensætning og Handel zwischen der Gemeinschaft in ihrer ursprünglichen Zusammensetzung und Scambi fra la Comunità nella sua composizione originaria e Handelsverkeer tussen de Gemeenschap in haar oorspronkelijke samenstelling en Trade between the Community as originally constituted and		
11.02 D II	—	9.84	29.88
11.02 D III	5,25	8.98	25.58
11.02 D IV	5,04	8.56	23.07
11.02 D V	—	11.79	23.82
11.02 D VII	—	8.67	23.66
11.02 D VIII	—	11.93	23.79
11.02 E I a) 1	5,25	8.98	25.58
11.02 E I a) 2	5,04	8.56	23.07
11.02 E I a) 4	—	8.67	23.66
11.02 E I b) 1	7,21	12.32	35.11
11.02 E I b) 2	6,92	11.75	31.67
11.02 E I b) 4	—	11.90	32.48
11.02 E II a)	8,40	6.30	37.27
11.02 E II b)	—	13.51	41.01
11.02 E II c)	—	15.64	32.69
11.02 E II d)	—	16.38	32.65
11.02 E II e) 1	39,37	39.37	39.37
11.02 F I	6,12	4.59	27.15
11.02 F II	—	9.84	29.88
11.02 F III	5,25	8.98	25.88
11.02 F IV	5,04	8.56	23.07
11.02 F V	—	11.38	23.82
11.02 F VI	28,68	28.68	28.68
11.02 F VIII	—	8.67	23.66
11.02 F IX	—	11.93	23.79
11.02 G I	1,50	1.13	6.66
11.02 G II	—	2.79	5.84
11.06 A	0,93	1.58	4.51
11.06 B I	—	1.88	21.49
11.06 B II	—	17.98	37.59
11.07 A I a)	10,68	8.01	47.38
11.07 A I b)	7,98	5.99	35.40
11.07 A II a)	9,17	15.66	44.64
11.07 A II b)	6,85	11.70	33.36
11.07 B	7,98	13.64	38.87
11.08 A I	—	1.88	21.49
11.08 A II	24,05	24.05	24.05
11.08 A III	—	—	22.70
11.08 A IV	—	1.88	21.49
11.08 A V	—	1.88	21.49
11.09 A	—	—	41.28
11.09 B	—	—	41.28
17.02 B II a)	—	2.46 ⁽¹⁾	28.94 ⁽¹⁾
17.02 B II b)	—	1.88 ⁽¹⁾	21.49 ⁽¹⁾
17.05 B I	—	2.46	28.04
17.05 B II	—	1.88	21.49
23.02 A I a)	0,89	1.96	6.00
23.02 A I b) 1	0,89	1.96	6.00

(RE/UC/1 000 kg)

N° du tarif douanier commun Position i den fælles toldtarif Nr. des Gemeinsamen Zolltarifs N. della tariffa doganale comune Nr. van het gemeenschappelijk douanetarief CCT heading No	Échanges entre la Communauté dans sa composition originaire et Udveksling mellem Fællesmarkedet i dets originale sammensætning og Handel zwischen der Gemeinschaft in ihrer ursprünglichen Zusammensetzung und Scambi fra la Comunità nella sua composizione originaria e Handelsverkeer tussen de Gemeenschap in haar oorspronkelijke samenstelling en Trade between the Community as originally constituted and		
	DK	IRL	UK
23.02 A I b) 2	0,89	1-96	6-00
23.02 A II a)	0,89	1-96	6-00
23.02 A II b)	0,89	1-96	6-00
23.03 A I	—	2-34	26-70
23.07 B I a) 1	—	1-79	3-74
23.07 B I a) 2	—	1-79	3-74
23.07 B I b) 1	—	5-59	11-68
23.07 B I b) 2	—	5-59	11-68
23.07 B I c) 1	—	8-38	17-51
23.07 B I c) 2	—	8-38	17-51

(¹) Les produits relevant de la sous-position tarifaire 17.02 B I sont, en vertu règlement n° 189/66/CEE, soumis au même régime que celui pour les produits relevant de la sous-position 17.02 B II.

Toutefois, à l'importation en Irlande, l'élément fixe applicable pour les produits de la sous-position tarifaire 17.02 B I a) est fixé à zéro; pour les campagnes suivantes, en ce qui concerne les importations en provenance des pays tiers, cet élément est adapté conformément aux dispositions de l'article 59 paragraphe 2 de l'acte.

For de varer, der henhører under position 17.02 B I gælder, i henhold til forordning nr. 189/66/EØF, den samme ordning som den, der gælder for varer henhørende under position 17.02 B II. Ved indførsel til Irland sættes det faste element gældende for varer henhørende under pos. 17.02 B I a) dog til nul; for de følgende produktionsår tilpasses dette element, for så vidt angår indførsel fra tredjelande i overensstemmelse med bestemmelserne i artikel 59, stk. 2 i akten.

Für die unter die Tarifstelle 17.02 B I fallenden Erzeugnisse gilt gemäß der Verordnung Nr. 189/66/EWG die gleiche Regelung wie für die Tarifstelle 17.02 B II. Der bei der Einfuhr nach Irland für die Erzeugnisse der Tarifstelle 17.02 B I a) geltende feste Teilbetrag wird jedoch auf Null festgesetzt; für die darauffolgenden Wirtschaftsjahre wird dieser Teilbetrag für Einfuhren aus dritten Ländern gemäß Artikel 59 Absatz 2 der Beitrittsakte angepaßt.

I prodotti di cui alla sottovoce n. 17.02 B I sono, ai sensi del regolamento n. 189/66/CEE, sottoposti allo stesso regime previsto per i prodotti di cui alla sottovoce n. 17.02 B II.

Tuttavia, all'importazione in Irlanda, l'elemento fisso applicabile per i prodotti della sottovoce tariffaria 17.02 B I a) è fissato a zero; per le campagne successive, detto elemento è adattato, per le importazioni in provenienza dai paesi terzi, in conformità dell'articolo 59, paragrafo 2, dell'atto.

De produkten die vallen onder onderverdeling 17.02 B I zijn krachtens Verordening nr. 189/66/EEG onderworpen aan dezelfde regeling als de produkten van onderverdeling 17.02 B II.

Voor invoer in Ierland evenwel wordt het vaste element voor de produkten van onderverdeling 17.02 B I a) van het gemeenschappelijk douanetarief vastgesteld op nul; voor het daarop volgende verkoopseizoen wordt dit element voor de invoer uit derde landen aangepast overeenkomstig het bepaalde in artikel 59, lid 2, van de Akte.

Pursuant to Regulation No 189/66/EEC, the products falling within subheading 17.02 B I shall be subject to the same treatment as products falling within subheading 17.02 B II. However the fixed component applicable to imports into Ireland of products falling within tariff subheading 17.02 B I a) is fixed at zero; for subsequent marketing years this component shall be adjusted, in respect of imports from third countries, in accordance with Article 59 (2) of the Act.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2007/75 DE LA COMMISSION

du 31 juillet 1975

portant modalités d'application particulières du prélèvement à l'exportation pour les produits amylacés

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 120/67/CEE du Conseil, du 13 juin 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 665/75⁽²⁾,

vu le règlement n° 359/67/CEE du Conseil, du 25 juillet 1967, portant organisation commune du marché du riz⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 668/75⁽⁴⁾,

vu le règlement (CEE) n° 1955/75 du Conseil, du 22 juillet 1975, relatif aux restitutions à la production dans le secteur des céréales et du riz⁽⁵⁾, et notamment son article 8 sous a),

considérant que le règlement (CEE) n° 1955/75 en son article 6 paragraphe 2 prévoit que si les prix du marché mondial, d'une part, pour le maïs et le froment tendre et, d'autre part, pour les brisures de riz, dépassent de manière sensible les prix de seuil correspondants, diminués de la restitution à la production, et que cette tendance tend à se confirmer, il peut être institué un prélèvement à l'exportation ;

considérant que, lorsque le prélèvement à l'importation du produit de base est inférieur de plus de 3 unités de compte par tonne au montant de la restitution à la production et que cette situation se vérifie pour une durée d'au moins quinze jours, les conditions requises à l'article 6 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1955/75 relatives à la fixation d'un prélèvement à l'exportation peuvent être considérées comme remplies ;

considérant que, en vue de la détermination de ce prélèvement à l'exportation, lorsque la situation décrite ci-dessus vient à se vérifier, il convient de prévoir les éléments à prendre en considération pour le calcul de celui-ci ; que, à cette fin, il est opportun d'instituer un système forfaitaire se rapprochant de celui en vigueur pour le calcul du prélèvement à l'importation et de la restitution à l'exportation des produits transformés à base de céréales et de riz ;

considérant que, en vue de cerner le plus possible la réalité, il convient de calculer le prélèvement à l'exportation sur la base des éléments de prix en vigueur au cours de la semaine précédant celle de la fixation ;

qu'il y a lieu de ne le laisser en vigueur que pour une semaine, afin de pouvoir l'adapter aux fluctuations des prix qui devraient éventuellement se vérifier sur le marché mondial ;

considérant que, en vertu du règlement (CEE) n° 1955/75, la restitution à la production à considérer dans les nouveaux États membres est la restitution à la production valable dans la Communauté dans sa composition originaire, diminuée du montant compensatoire applicable ;

considérant qu'il convient d'avoir recours à la possibilité de fixation à l'avance du prélèvement à l'exportation en raison des conditions du marché et des nécessités du commerce international, notamment de l'usage de conclure des contrats de vente à long terme ;

considérant que le règlement (CEE) n° 645/75 de la Commission du 13 mars 1975⁽⁶⁾ a établi les modalités communes d'application des prélèvements et des taxes à l'exportation pour les produits agricoles ; que dès lors les dispositions de ce règlement s'appliquent aux prélèvements à l'exportation pour les produits amylacés ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Le prélèvement visé à l'article 6 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1955/75 est institué lorsqu'il est constaté que le prélèvement à l'importation pour le maïs, pour le blé tendre ou pour les brisures de riz est inférieur d'au moins 3 unités de compte par tonne au montant de la restitution à la production, valable le mois en cours, et que la moyenne des prélèvements du produit en cause, valables au cours des quinze jours consécutifs suivants, est inférieure d'au moins 3 unités de compte par tonne à la moyenne de la restitution à la production valable pendant ces quinze jours.

2. a) Le prélèvement à l'exportation est égal, par tonne de produit de base, à la différence entre la restitution à la production valable le jour de la fixation de ce prélèvement à l'exportation et la moyenne des prélèvements applicables les sept jours précédant le jour et l'entrée en application.

(1) JO n° 117 du 19. 6. 1967, p. 2269/67.

(2) JO n° L 72 du 20. 3. 1975, p. 14.

(3) JO n° 174 du 31. 7. 1967, p. 1.

(4) JO n° L 72 du 20. 3. 1975, p. 18.

(5) JO n° L 200 du 31. 7. 1975, p. 1.

(6) JO n° L 67 du 14. 3. 1975, p. 16

- b) Cette différence est ensuite multipliée pour les produits visés à l'article 1^{er} par les coefficients relatifs à ces produits figurant à la colonne 4 de l'annexe du règlement (CEE) n° 1052/68 ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 980/75 ⁽²⁾.

Le prélèvement à l'exportation n'est modifié que si l'application des dispositions du paragraphe 2 a) entraîne une augmentation ou une diminution supérieure à 0,8 unité de compte par tonne de produit de base.

3. Pour les nouveaux États membres, les montants à considérer respectivement comme prélèvement à l'importation et comme restitution à la production, visés aux paragraphes précédents, sont respectivement le prélèvement et la restitution à la production du produit en cause diminués du montant compensatoire adhésion applicable.

Article 2

Le prélèvement à l'exportation est fixé par la Commission une fois par semaine.

Article 3

1. Le prélèvement à l'exportation peut faire l'objet d'une fixation à l'avance. Le prélèvement à l'exportation applicable aux produits visés à l'article 1^{er} est fixé

à l'avance, sur demande de l'intéressé, lors du dépôt de la demande de certificat. Dans ce cas, le montant du prélèvement à l'exportation préfixé est égal à celui qui est applicable le jour du dépôt de la demande de certificat d'exportation.

2. En cas de modification des restitutions à la production, fixées à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 1955/75 entre le jour de la demande et le jour de l'exportation, le prélèvement à l'exportation fixé à l'avance est ajusté. Cet ajustement est effectué en augmentant ou en diminuant le montant préfixé du prélèvement de la différence résultant de cette modification, cette différence étant multipliée par le coefficient visé dans la colonne 4 de l'annexe du règlement (CEE) n° 1052/68 pour les produits en cause.

Article 4

Le règlement (CEE) n° 1981/74 est abrogé avec effet aux dates prévues à l'article 5 pour les produits qui y sont visés.

Article 5

Le présent règlement entre en vigueur :

- le 1^{er} août 1975 pour les produits relevant du règlement n° 120/67/CEE,
- le 1^{er} septembre 1975 pour les produits relevant du règlement n° 359/67/CEE.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 31 juillet 1975.

Par la Commission

P. J. LARDINOIS

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 179 du 25. 7. 1968, p. 8.

⁽²⁾ JO n° L 95 du 17. 4. 1975, p. 1.